

ANTOINE ROEGIERS

LE MONDE DIPLOMATIQUE, mai 2025

La gauche belge contre le réarmement

Secrétaire général du Parti du travail de Belgique (PTB), qui a réalisé une percée lors des élections fédérales de 2024, M. Peter Mertens présente ici l'analyse de sa formation politique face à la perspective d'un grand réarmement européen pour affronter la « menace russe ». Contrairement aux discours dominants, rappelle-t-il, préparer la paix n'implique pas nécessairement de faire la guerre.

PAR PETER MERTENS



Antoine Roegiers. – « La Grande Parade », 2024

© ADAGP, Paris, 2025 - Photographie : L. Edeline - Courtesy de l'artiste et Templon, Paris, Bruxelles, New York

Le retour du militarisme allemand, la course aux armements en Europe et l'agressivité débridée de Washington : tout concourt à l'escalade. Mais, comme toujours, ce sont ceux d'en bas qui en paient le prix — et ce sont aussi eux qui portent l'espoir de la paix. Attisée par des intérêts géopolitiques et par la compétition pour l'accès aux ressources, la guerre en Ukraine a déjà fait des centaines de milliers de morts et de blessés, et forcé des millions de personnes à fuir. Et, si cela dépend du secrétaire général de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) Mark Rutte, la guerre et la surenchère militaire ne sont pas près de finir. *« La paix ne peut durer que si l'Ukraine se présente à la table des négociations en position de force. Pour cela, elle a besoin de notre aide continue, de plus d'armes et plus rapidement »,* déclarait-il le 13 janvier dernier devant le Parlement européen. Prétendre ainsi que plus d'armes apportera la paix revient à entretenir une illusion dangereuse — pour l'Ukraine comme pour l'Europe.

Cette guerre a toujours eu deux visages. D'un côté, l'agression russe constitue une violation manifeste de l'intégrité territoriale de l'Ukraine — une réalité bien comprise par le Sud global, sans doute plus conscient de l'importance de la souveraineté et du droit international. De l'autre, il se mène une guerre par procuration entre les États-Unis et la Russie, aux dépens des Ukrainiens, dont des dizaines de milliers de jeunes sont envoyés comme chair à canon.

Washington ne s'en cache plus : la guerre en Ukraine était une guerre sous-traitée, alimentée et dirigée en partie par les États-Unis. Mais pour M. Donald Trump, l'objectif est clair : la Russie n'est plus le principal ennemi à combattre. Désormais, tous les efforts doivent se concentrer sur le prochain conflit que les États-Unis préparent contre la Chine.

C'est ce que résumait M. Marco Rubio, nommé secrétaire d'État par M. Trump, lors de son audition devant le Sénat, le 15 janvier : *« La Chine est l'adversaire le plus puissant et le plus dangereux que les États-Unis aient jamais affronté. (...) Quand on écrira l'histoire du XXI^e siècle, il y aura quelques chapitres sur Poutine, mais l'essentiel du livre portera sur la relation entre la Chine et les États-Unis. »* Tout cela parce que Washington voit son hégémonie économique contestée par Pékin, qui domine plusieurs secteurs d'avenir : les superordinateurs, l'énergie verte, les télécommunications 6G, l'aérospatiale, la biotechnologie génétique et les voitures électriques. La percée inattendue du chinois DeepSeek dans le domaine de l'intelligence artificielle illustre ce mouvement en cours.

La stratégie américaine visant à prolonger la guerre en Ukraine par des investissements massifs, pour épuiser la Russie économiquement et militairement, touche à sa fin. Washington est confronté à un choix : intervenir plus ouvertement, au risque d'une troisième guerre mondiale, ou chercher des issues diplomatiques. Par opportunisme, et non par pacifisme, les États-Unis choisissent la seconde option, espérant en tirer le maximum d'avantages. M. Trump souhaite imposer un accord qui fasse supporter les coûts de la guerre à l'Europe, tandis que les États-Unis acquerront, via un nouveau fonds, le contrôle de l'extraction des ressources et minerais ukrainiens. Il entend ainsi traiter l'Ukraine comme une colonie, le sort réservé à de nombreux pays du Sud global.

L'incapacité des États européens, en trois ans de guerre, à engager une démarche diplomatique sérieuse en vue d'un cessez-le-feu se fait sentir. Les dirigeants s'entêtent à promettre une « victoire militaire » — comme l'a encore fait la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères, Mme Kaja Kallas, sur X le 1^{er} décembre : *« Mon message est clair. L'Union européenne veut que l'Ukraine gagne cette guerre. Et nous ferons tout ce qui est nécessaire pour y parvenir. »*

Une telle promesse est irréaliste. Dès le 16 novembre 2022, le général Mark Milley, alors chef d'état-major américain, reconnaissait à l'occasion d'une conférence de presse : *« La Russie et l'Ukraine doivent prendre conscience de l'impossibilité d'une victoire militaire et de la nécessité d'une issue négociée au conflit pour mettre fin aux souffrances de la guerre. »* Aujourd'hui, M. Trump prend seul l'initiative et négocie directement avec la Russie. Mais, au lieu d'en tirer les leçons, une partie de l'establishment européen persiste à prolonger la guerre coûte que coûte. La Commission européenne, sous l'impulsion de Mme Ursula von der Leyen, a dévoilé le plan de financement ReArm Europe, qui mobilise jusqu'à 800 milliards d'euros pour augmenter les dépenses. Car, selon les mots de la présidente de la Commission : *« Si l'Europe veut éviter la guerre, elle doit se préparer à la guerre (1). »*

Les mêmes qui, hier encore, affirmaient que la victoire contre Moscou était à portée de main soutiennent aujourd'hui que la Russie débarquera bientôt sur la Grand-Place de Bruxelles si l'Europe ne se réarme pas d'urgence. M. Rutte demande aux États membres de l'OTAN de porter leurs dépenses à 3,5% de leur produit intérieur brut (PIB) : *« Si vous ne le faites pas, prévient-il, prenez des cours de russe, ou partez pour la Nouvelle-Zélande (2). »*

Le mélange Allemagne-chauvinisme-militarisme est une mauvaise idée. Ceux qui ont grandi au xx^e siècle le savent. Les fabricants d'armes de la Ruhr ont alimenté deux des guerres les plus destructrices de l'histoire. Après la seconde guerre mondiale, l'Europe avait conclu : plus jamais le militarisme allemand. Mais, aujourd'hui, les fabricants de chars sont de retour. L'Allemagne doit redevenir grande. Le 18 mars 2025, le Bundestag a adopté des modifications constitutionnelles permettant le plus grand programme de réarmement depuis 1945. Cette réforme historique doit exempter les dépenses militaires des règles budgétaires ordinaires. Un tournant majeur pour un pays où la limitation du recours à l'endettement relève du sacré. Le gouvernement veut débloquer 400 milliards d'euros afin de réarmer la Bundeswehr. Ce qui était impossible pour les dépenses sociales ou les politiques climatiques depuis des années devient tout d'un coup parfaitement faisable. L'Allemagne a déjà un des plus gros budgets militaires du monde, avec près de 70 milliards d'euros par an. Elle passe maintenant à la vitesse supérieure, *kriegstüchtig* (« prête à la guerre »).

Les marchands de peur se bousculent sur les plateaux de télévision. Il serait pourtant plus sage d'aborder la situation avec lucidité et sang-froid. En valeur nominale, le PIB de la Russie est de l'ordre de celui du Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg). Après trois ans de guerre, l'armée russe peine à occuper plus de 20% de l'Ukraine. Elle lutte depuis des mois pour prendre Pokrovsk, face à des soldats ukrainiens épuisés, sans y parvenir. Et cette armée serait capable de vaincre les forces combinées de la Pologne, de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni ? Même avec l'aide de troupes nord-coréennes, les Russes ont mis des mois à reprendre deux tiers de Koursk. L'Europe dispose déjà de quatre fois plus de navires de guerre, trois fois plus de chars et deux fois plus d'avions de combat que la Russie. Ceux qui veulent vraiment la paix négocient le désarmement.

On prétend que la « capacité de défense » de l'Europe n'a pas de prix. Mais bien sûr que si. Au détriment des écoles, de la santé, de la culture, de la coopération... En Belgique, le ministre de la défense, le nationaliste flamand Theo Francken (Nieuw-Vlaamse Alliantie, N-VA), assume : *« Nous avons longtemps ri des Américains, de leur pauvreté, leurs addictions, l'absence de sécurité sociale ou la consultation à 1 000 dollars chez le dentiste. Nous ne voulions pas vivre la même situation parce qu'ils déboursaient tout leur argent pour la sécurité. Il est évidemment plus agréable de dépenser de l'argent pour les pensions, le chômage, un modèle cubain où l'on peut sortir de la pharmacie avec un grand sac de médicaments pour 13 euros. Mais qui a raison maintenant ? »* (De Tijd, 15 février 2025). Le nouveau gouvernement belge prévoit de réduire les budgets des pensions et de l'assurance-chômage de près de 5 milliards d'euros par an d'ici à 2029. Dans le même temps, il envisage une augmentation d'au moins 4 milliards d'euros des crédits militaires.

Jusque sur les cartons de pizza...

C'est la même chose partout en Europe. Les cours des actions des géants de l'armement s'envolent. BAE Systems, Dassault, Leonardo, Saab ou Thales encaissent. Et la classe travailleuse paie la facture. « *Pour les travailleurs, rien n'est pire qu'une économie de guerre* », rappelle à juste titre Mme Sophie Binet, secrétaire générale de la Confédération générale du travail (CGT). À cela s'ajoute une insidieuse militarisation de la société. En Allemagne, des publicités pour Rheinmetall s'affichent désormais dans les autobus et les stades de football, tandis que les messages de la Bundeswehr s'invitent jusque sur les cartons de pizza. Alors que passé et présent militaires sont glorifiés s'impose de plus en plus la mentalité dangereuse du « avec nous ou contre nous ». En Belgique, ceux qui contestent le récit dominant se voient accusés d'être la « *cinquième colonne de Poutine* », comme l'a affirmé le premier ministre Bart De Wever, le 13 mars, devant la Chambre des représentants.

L'industrie militaire prétend que l'armement relancera l'économie. C'est ce qu'elle aime appeler le « keynésianisme militaire », pour inciter les gouvernements à la soutenir massivement. Alors que le secteur automobile européen est en difficulté et que l'Allemagne entre en récession pour la troisième année d'affilée, la classe dirigeante allemande soutient qu'il serait préférable de passer de la production de voitures à celle de chars. Les familles n'achètent pas de chars. Et pourtant, il faut les vendre, et donc s'assurer de leur utilisation. La militarisation de l'économie exerce une pression permanente vers la guerre.

C'est un mythe de croire que l'industrie militaire crée beaucoup d'emplois — bien au contraire. Un euro investi dans les hôpitaux génère deux fois et demie plus d'emplois qu'un euro investi dans les armes. En termes d'efficacité des investissements pour l'emploi, la défense n'arrive qu'en soixante-dixième position sur cent secteurs. Plusieurs études montrent ainsi l'impact limité, voire négatif, de tels investissements.

Selon le nouveau Livre blanc pour une défense européenne, 78 % des achats de défense se font hors de l'Union européenne, principalement aux États-Unis. Le Livre blanc préconise de changer cela radicalement : d'ici à 2035, l'Europe devrait produire au moins 60 % du matériel militaire. Mais est-ce réalisable avec une industrie de l'armement organisée nationalement ? Les rivalités entre producteurs allemands, français, italiens et britanniques, tous avides des milliards supplémentaires qui tombent comme une manne du ciel, sont nombreuses. Tandis que Berlin ouvre grand les vannes financières pour Rheinmetall et consorts, des accords de coopération franco-italiens et franco-britanniques tentent de prendre de vitesse les Allemands. Il n'y a même pas de commandement unifié. L'Institut de Kiel pour l'économie mondiale (ifW) peut bien plaider pour 300 000 soldats supplémentaires en Europe, ceux-ci dépendraient en réalité de 29 armées nationales.

La course mondiale aux armements n'a plus aucune limite : après les propositions de consacrer 3 % du PIB aux dépenses militaires, on lit des appels à atteindre rapidement 5 %. C'est toujours la même logique : quand un pays se modernise, l'autre suit. Quiconque suit le chemin de la dissuasion jusqu'au bout finira inévitablement par prôner l'armement nucléaire de l'Allemagne et de l'Europe. Dans le pire des cas, cette spirale débouchera sur une grande guerre. Seuls des traités de désarmement mutuel peuvent enrayer ce dangereux tourbillon. En 1962, lors de la crise des missiles de Cuba, la diplomatie — et non la logique militaire — a permis d'éviter l'apocalypse nucléaire. L'Union soviétique a retiré ses missiles de l'île, les États-Unis démantelé discrètement les leurs en Turquie et en Italie. Aucun accord formel n'a été signé, une poignée de main entre grandes puissances suffit à désamorcer la confrontation. Cela nécessite une diplomatie pragmatique, mais aussi un mouvement international antiguerre fort, capable d'exercer une pression par en bas.

Le premier ministre belge De Wever et ses acolytes aiment citer l'adage de la fin de l'Empire romain : « *Si vis pacem, para bellum* » (« Si tu veux la paix, prépare la guerre »). Cela n'a jamais été un slogan de paix, mais toujours de militarisation, voire de guerre. Et cela n'a pas beaucoup aidé les Romains, dont l'empire a fini par s'effondrer. La réalité pourtant est simple : si vous voulez la guerre, préparez la guerre. Si vous voulez la paix, préparez la paix.

PETER MERTENS

Auteur de *Mutinerie. Comment notre monde bascule*, Agone, Marseille, 2024, et secrétaire général du Parti du travail de Belgique (PTB).

(1) Discours de la présidente von der Leyen sur la défense européenne à l'Académie militaire royale danoise, Copenhague, 18 mars 2025.

(2) « Rutte prévient l'Europe : investissez dans la défense ou apprenez le russe », 15 janvier 2025.